



Objet : Il est temps pour le Canada de remettre la lutte contre les changements climatiques au cœur de l'agenda politique

Madame/Monsieur,

Il fut un temps pas si lointain où les Canadiennes et Canadiens pouvaient s'enorgueillir du leadership du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques et de protection de l'environnement sur la scène internationale. À titre d'exemple, notre pays a participé activement au succès du Protocole de Montréal, du Sommet de la Terre de Rio et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Malheureusement, au cours de la dernière décennie, c'est à une attitude laxiste et complètement contraire à laquelle ont eu droit les Canadiennes et Canadiens de la part de leur gouvernement : abandon des cibles de Kyoto, nouvelles cibles de réduction de gaz à effet de serre (GES) peu ambitieuses et non atteintes, exploitation extensive et dérèglementée des ressources naturelles, etc.

Cela ne peut plus continuer ainsi. Le mode de développement quasi uni-sectoriel du Canada nuit à la productivité, comme le souligne l'OCDE¹, en plus de menacer les conditions d'existence sur Terre (pollution atmosphérique, perte de biodiversité, taux d'extinction des espèces, acidification des océans, etc.). L'avenir de nos enfants et des générations futures s'en trouve d'autant plus menacé.

La science confirme les changements climatiques et la responsabilité de l'être humain

Ces derniers mois encore, la science est venue confirmer l'urgence d'agir face à l'impact des activités humaines sur le climat. Le 5^e rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est venu apporter de nouvelles preuves que le réchauffement planétaire est bel et bien réel, grâce à de nouvelles sources d'observation, de plus longues séries de données, l'intégration des résultats de plusieurs milliers de projets de recherche scientifique et une confiance accrue dans les modèles climatiques. La NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration), la NASA ou l'OMM (Organisation météorologique mondiale) font tous ce constat sans équivoque et annoncent, années après années, que les observations témoignent bel et bien d'un réchauffement planétaire global.

Bonne nouvelle :

agir contre les changements climatiques pourra être positif pour l'économie et la santé

Les plus grandes organisations économiques mondiales ont pris acte de ce constat et s'entendent sur l'importance d'agir pour atténuer les conséquences économiques de ces changements. Christine Lagarde, directrice du Fond monétaire international (FMI) a déclaré lors du Forum économique mondial à Davos en 2013 que les changements climatiques constituent « le plus grand défi économique du XXI^e siècle »². La

Banque Mondiale a emboîté le pas avec son rapport « *Turn down the Heat* »³, mettant en garde face au cataclysme économique qui serait provoqué par un réchauffement climatiques se situant entre 2 °C et 4 °C.

Le rapport « *Vivre avec les changements climatiques au Canada : perspectives des secteurs relatives aux impacts et à l'adaptation* » de Ressources naturelles Canada⁴, sorti en 2014, soulignait d'ailleurs que les changements d'ordre climatique ont un effet négatif de plus en plus important sur le milieu naturel, les secteurs économiques du Canada et la santé des Canadiennes et Canadiens. En somme, l'inaction coûtera très cher à l'ensemble de nos collectivités et de nos régions comme l'a démontré un rapport de la Banque TD sorti en avril 2014⁵ : les catastrophes naturelles devraient coûter à l'économie canadienne 5 milliards de dollars par année en moyenne en 2020. En 2050, ces coûts seront de 4 à 9 fois plus importants, soit de 21 à 43 milliards de dollars par année.

En contrepartie, il est de plus en plus évident que l'action pour réduire nos émissions de GES est bonne pour l'économie. Un récent rapport⁶ commandé par Ressources naturelles Canada démontre notamment qu'investir dans l'efficacité énergétique augmente considérablement le PIB et stimule la croissance de l'emploi, augmente la compétitivité et la productivité des entreprises et de l'industrie en plus d'augmenter les recettes publiques. Au Québec, une étude économique⁷ réalisée pour le compte du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement démontrait les nombreux bénéfices économiques d'une réduction de 16 % de la consommation de pétrole dans le secteur des transports routiers : en six ans, c'est 20 milliards de dollars qui, au lieu d'être envoyés à l'extérieur du Québec, en stimuleraient l'économie, le développement régional, de même que la création d'emplois. Ont aussi été estimé à 130 000 la création d'emplois directs et indirects, ainsi que des économies de 2 000 \$ à 4 000 \$ par année pour les ménages québécois.

À vous d'agir pour engager le Canada dans la lutte contre les changements climatiques

La majorité des Canadiennes et Canadiens sont d'avis que le gouvernement fédéral manque de leadership sur la question des changements climatiques⁸. Voilà une occasion à saisir pour vous : faites-vous la/le porte-parole de la majorité de vos électrices et électeurs en assumant un leadership fort et inspirant et engagez-vous à défendre cette vision une fois élu(e).

À la veille de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris à la fin de l'automne, juste après les élections, la lutte contre les changements climatiques doit être un enjeu central de la campagne électorale fédérale, et vous avez une responsabilité à cet égard. Face à l'éloquence des constats évoqués ci-haut, vous et votre parti politique devez véhiculer une position claire et cohérente en faveur de l'action contre les changements climatiques. Nous vous invitons notamment à :

- Vous engager à développer et à mettre en œuvre un plan d'action contraignant visant la réduction des émissions de GES au Canada, notamment par l'établissement d'un prix sur le carbone.
- Imposer aux entreprises qui exploitent le pétrole canadien des normes d'émissions de GES équivalentes aux émissions issues des sources de pétrole conventionnelles. Dans l'attente de l'adoption de ces normes, stopper toute expansion de production de pétrole des sables bitumineux dans les conditions actuelles. Rappelons que la production de pétrole des sables bitumineux est une des plus dommageables pour l'environnement et contribue à d'importantes émissions de GES. Selon une récente étude de la prestigieuse revue scientifique britannique *Nature*, 75 % des réserves

pétrolières du Canada devraient rester inexploitées pour empêcher un réchauffement climatique planétaire supérieur à 2°C.

- Veiller à diversifier l'économie canadienne en investissant dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la mobilité durable pour ainsi accélérer l'indispensable transition énergétique du pays. La récente chute du cours du baril de pétrole ne nous aura que trop bien démontré qu'à mettre tous les œufs dans le même panier, le Canada, dépendant des revenus tirés de l'exploitation du pétrole, tend à s'exposer à des contrecoups économiques considérables, en plus de prendre du retard par rapport aux autres nations en ce qui concerne le positionnement dans la nouvelle économie.

La priorité des priorités au Bas-Saint-Laurent : le transport du pétrole

Le Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent est très préoccupé, comme le reste de la communauté environnementale bas-laurentienne, par l'addition de projets de transport de pétrole destiné à l'exportation, à plus forte raison s'il s'agit de pétrole non conventionnel plus polluant comme celui extrait des sables bitumineux.

Le pétrole est une source d'énergie non renouvelable, polluante et qui émet beaucoup de GES. Sa production et sa consommation sont les principaux responsables de la mauvaise performance canadienne en matière de lutte au réchauffement.

Par pipeline, par train ou par bateau, ces projets suscitent à raison de grandes inquiétudes avec le transport d'énormes quantités de pétrole qui présentent des niveaux de dangerosité très élevés. Les impacts sur la sécurité des citoyens, la qualité de l'eau, les espèces animales et végétales ou sur les autres activités humaines peuvent être catastrophiques. De plus, ils échappent aux processus d'évaluation environnementale et de consultation les plus rigoureux et crédibles en raison des coupures dans l'évaluation environnementale canadienne et de la déréglementation dans le secteur du transport.

Nous vous invitons à véhiculer votre position sur le transport du pétrole dans la région que ce soit par pipeline, par train ou par bateau. Nous vous invitons aussi à rassurer la population en vous engageant à rétablir un cadre d'évaluation et de consultation publique adéquat qui tiendra compte du cumul de ces projets qui s'additionnent dans l'Est du Québec et de l'impact global sur les GES émis au Canada avec l'augmentation de la production de pétrole albertain.

Le Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent, déjà engagé dans une démarche collective et rassembleuse visant la transition énergétique – *Par notre PROPRE énergie* –, pourra vous accompagner et vous conseiller dans la mise en œuvre de ces engagements.

En vous souhaitant une bonne campagne électorale, veuillez agréer, Madame/Monsieur, l'expression de nos salutations cordiales.



Yanick Gendreau
Président du Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent

À noter que la version générale de cette lettre est envoyée aux chefs de parti par le RNCREQ

-
- 1 . Éric Desrosiers, « *L'OCDE rappelle le Canada à l'ordre* », Le Devoir. 10 février 2015. Consultable en ligne : <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/431379/productivite-l-ocde-rappelle-le-canada-a-l-ordre>
 - 2 . Christine Lagarde, « *Une nouvelle économie mondiale pour une nouvelle génération* », Fonds monétaire international. 23 janvier 2013. Consulté en ligne : <http://www.imf.org/external/french/np/speeches/2013/012313f.htm>
 - 3 . Banque Mondiale, « *Série de rapports : Baissons la chaleur* », 2013-2014. Consulté en ligne : <http://www.banquemondiale.org/fr/topic/climatechange/publication/turn-down-the-heat>
 - 4 . F.J. Warren et D.S Lemmen (éd.), « *Vivre avec les changements climatiques au Canada : perspectives des secteurs relatifs aux impacts et à l'adaptation* », Gouvernement du Canada, Ottawa (Ontario), 2014, 286p. Consulté en ligne : http://www.rncan.gc.ca/sites/www.rncan.gc.ca/files/earthsciences/pdf/assess/2014/pdf/Rapport-complet_Fra.pdf
 - 5 . TD Economics, « *Natural catastrophes: a Canadian economic perspective* », Special report. 2014. Consulté en ligne: <http://www.td.com/document/PDF/economics/special/NaturalCatastrophes.pdf>
 - 6 . Acadia Center, « *L'efficacité énergétique, moteur de la croissance économique au Canada* », pour Ressources naturelles Canada. 2014. Consulté en ligne : http://acadiacenter.org/wp-content/uploads/2014/11/ENEAcadiaCenter_EnergyEfficiencyEngineofEconomicGrowthinCanada_FR_FINAL_2014_1116.pdf
 - 7 . Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), « *Vingt milliards de dollars de plus en six ans : Les retombées économiques d'une réduction de la consommation de pétrole au Québec* ». Octobre 2014. Consulté en ligne : http://www.par-notre-propre-energie.com/pdf/RNCREQ_Corrections_Brochure_etude_economique_interieur_LR.pdf
 - 8 . Réseau action climat Canada, « *61 % des Canadiens disent que la protection du climat est plus importante que les oléoducs et les sables bitumineux* », communiqué de presse. 8 avril 2015. Consulté en ligne : <http://1605070727.rsc.cdn77.org/wp-content/uploads/2015/04/ClimatEnergyEastFrenchApril820151.pdf>